

Demande d'ouverture d'un redressement judiciaire

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[RAISON SOCIALE]

[Forme juridique, capital]

[Siège social]

[SIREN]

Représentée par [NOM, PRÉNOM], [qualité]

À Monsieur ou Madame le Président
du Tribunal [de commerce / judiciaire] de [VILLE]

Requête aux fins d'ouverture d'une procédure de redressement
judiciaire

Monsieur ou Madame le Président,

I. La société

La société [RAISON SOCIALE] exerce depuis [ANNÉE] une activité de [ACTIVITÉ]. Elle emploie [NOMBRE] salariés et a réalisé au dernier exercice un chiffre d'affaires de [MONTANT] euros.

[Exposer en quelques lignes l'origine des difficultés, de façon factuelle et datée : perte d'un client représentant [X] % du chiffre d'affaires, hausse des coûts de [POSTE], sinistre, impayé de [MONTANT] euros.]

II. La cessation des paiements

À la date de la présente requête, l'actif disponible de la société s'élève à [MONTANT] euros et son passif exigible à [MONTANT] euros, ainsi qu'il ressort de la situation de trésorerie jointe, arrêtée au [DATE].

La société n'est donc plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible. Cet état est apparu le [DATE], date à laquelle [préciser l'événement : rejet du prélèvement de [CRÉANCIER], impossibilité de régler l'échéance de [MONTANT] euros, dénonciation du concours bancaire].

La présente requête est déposée dans le délai de quarante-cinq jours suivant cette date.

III. Les perspectives de redressement

La poursuite de l'activité demeure possible : [carnet de commandes de [MONTANT] euros, contrat signé avec [CLIENT], marge positive sur l'activité de [BRANCHE], mesures de réduction des charges déjà engagées].

La société entend mettre à profit la période d'observation pour [restructurer son passif dans le cadre d'un plan, céder l'activité déficitaire de [BRANCHE], adapter ses effectifs et ses locaux à son niveau d'activité].

Par ces motifs, la société [RAISON SOCIALE] prie Monsieur ou

Madame le Président de bien vouloir ouvrir à son profit une procédure de redressement judiciaire.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature du représentant légal]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.